L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PARAISSANT QUOTIDIENNEMENT..... 20 fr.
DO TRois mois par semaine 10 fr. *payable d'avance*

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 20 AVRIL 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS.

HENRY CLAY.

LE GENERAL JOHNSON.

Ce vétéran de la République est attendu aujourd'hui dans notre ville et nous espérons que sa réception sera de nature à réjouir le cœur du vieux guerrier. Il a noblement servi sa patrie dans des circonstances difficiles : et quelles que soient les différences d'opinions qui le séparent d'une notable partie de nos concitoyens, il est un sentiment commun qui les réunira autour de lui : l'amour du pays. N'a-t-il pas d'ailleurs, comme homme et comme soldat, droit à l'accueil le plus cordial? Ses premiers combats ont été livrés pour l'indépendance, et, son nom se trouve nécessairement mêlé à l'un des plus brillants faits d'armes de la dernière guerre. C'est alors qu'il reçut une blessure qui l'a rendu invalide pendant près d'un quart de siècle. De pareils souvenirs ne s'effacent point dans le cœur des amis du pays et tous les vrais citoyens, sans distinction de parti, s'empresseront autour du colonel Johnson.

Un comité a été chargé de prendre les mesures nécessaires pour recevoir dignement le noble visiteur. Voici les dispositions que ce comité a cru devoir prendre.

A une assemblée du comité d'arrangement, chargé d'adopter des mesures pour la réception du Colonel R. M. Johnson, vice-président des Etats-Unis, il a été résolu que le Comité de Réception s'assemblerait au Cirque de Tivoli, demain matin à neuf heures, afin de se rendre par les chars du railroad de Carrollton, à la rencontre du steamboat à bord duquel se trouve le Colonel, pour l'accompagner à un logement préparé à l'Hôtel St. Louis. A l'arrivée du steamboat, un salut de 13 coups de canons sera tiré sur la place d'armes par la Légion de la Louisiane, et sera répété sur la Levée, en face de la rue du Canal par le bataillon de Washington.

Le comité dont nous donnons la liste dans la partie anglaise, se compose d'hommes de tous les partis.

Le bateau à vapeur Gov. YELL a rencontré lundi dans le fleuve, l'escadre Texienne qui se dirigeait vers la Passe Nord-Est. Sur le gaillard d'avant de l'*Austin* se trouvaient trois individus que l'on a supposé être les matins condamnés récemment et qui étaient sur le point de subir leur supplice.

Six individus, qui étaient embarqués à bord du bateau à vapeur *Pioneer*, en ce moment à Galveston, sont arrivés ici mardi dernier à bord du New York, et ont été livrés au Marshall des Etats-Unis qui les a fait mettre en prison. Ces individus sont Robert H. Kelly, Darel Ross, Michael Coghlin, John Murray, Wm. McGee et Ratcan : ils sont prévenus de sédition et seront jugés par la Cour de District.

L'*Express* de New York a posé récemment à la presse locale trois questions précises, en lui demandant une réponse catégorique pour chacune d'elles :

1o. Etes-vous pour le rejet du Tarif actuel ?

2o. Etes-vous en faveur du système de protection ? Oui ou non ?

3o. Etes-vous pour qu'on abolisse l'esclavage dans le district de Columbie et pour qu'on reçoive des pétitions à ce sujet ?

Le *Mercury* de Charleston, qui a, comme on le sait, arboré le drapeau de John C. Calhoun, répond à cet questions de la façon la plus nette : "Nous sommes pour le rejet du Tarif, contre le système protecteur, contre l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbie, contre la réception de pétitions sur ce sujet."

Puis il ajoute : "Cette réponse nous la faisons au nom du parti auquel nous appartenons, au nom de l'homme qu'il entend porter à la Présidence."

Le *Mercury* montre en cette circonstance la franchise et la hardiesse qui caractérisent d'ordinaire les Calhounistes, ainsique leur chevaleresque chef de file, mais nous doutons que les contrées Van Burenistes du Mercury soient disposées à se montrer aussi cathégoriques. Ils auront mieux garder un silence discret sur des questions aussi brûlantes. En cas de besoin, ils se lanceront dans quelques considérations dont il sera impossible de saisir le sens. Ils sont trop prudents pour agir autrement.

YUCATAN.—La goelette *Edward Adams*, venue de Sisal, et le brick *Fiery*, parti de Campêche, sont arrivés hier dans notre port. Nous devons à ces deux bâtimens quelques nouvelles du Yucatan. L'armée mexicaine, forte d'environ 300 hommes, a réussi à effectuer son débarquement à Pisbluk, qui se trouve à neuf milles environ de Mérida. Déjà elle se dirigeait sur cette ville et l'on craignait fort qu'elle ne pût résister. Une attaque sur Sisal avait lieu simultanément par la flotte qui avait commencé le bombardement. Une partie des bâtimens qui étaient devant Campêche sont allés chercher des renforts à Vera-Cruz.

TENNESSEE.—Les préparatifs pour l'élection du Gouverneur se font avec la plus grande activité. Jones, le Gouverneur whig actuel, parcourt l'Etat, et il est suivi de près dans sa tournée électorale par son concurrent Polk. Tous deux s'y promènent de bonne heure : car l'élection n'aura lieu qu'au mois d'août.

CAROLINE DU SUD.—Les whigs de cet Etat étaient trouvés jusqu'à ce jour en si faible minorité qu'ils n'osaient pas se montrer à l'écart dans les luttes électorales ; mais leur nombre s'est accru, et leur esprit a suivi la même progression. Ils prendront une part active à la grande lutte de 1844, et déjà ils s'y préparent activement. Une convention particulière est convoquée à Spartanburg pour le premier lundi du mois prochain, afin de s'entendre sur les représentans, que l'on devra envoyer à la grande convention de Baltimore.

RHODE-ISLAND.—Voici le résultat définitif des élections du Rhode-Island, tel que le donne le Journal de Providence. Penner, le candidat de l'"ordre et de la loi" pour le poste de gouverneur, a obtenu 9140, son concurrent Carpenter 2893 ; ce qui laisse au premier une majorité de 1747 voix. Le Sénat renferme 24 conservateurs et 7 partisans de Dorr ; la Chambre des Représentans 49 conservateurs et 19 révolutionnaires.

VAN-NOUCE-POUR-E-TO est un roi de Buffalo, l'un des indiens les plus remarquables de la Tribu des Sacs, est en ce moment à Washington. C'est un homme de 60 ans, dont le corps est couvert de cicatrices et qui se vante d'avoir tué de sa main, cent neuf de ses ennemis. Il parle neuf dialectes indiens.

MINISTRE DE RUSSIE.—M. Bodisco, qui représente le gouvernement russe à Washington, est sur le point de faire un voyage dans son pays. Il a épousé une demoiselle de Georgetown et désire la présenter à son souverain ; puis il reviendra reprendre son poste à Washington.

TYLERISME.—Samuel Maclean de Saugerties [New York] vient d'être destitué d'un petit office qu'il remplissait. C'était un pauvre diable qui avait perdu un bras en tirant le canon pour célébrer le triomphe de Harrison et de Tyler, et il n'avait d'autres ressources que sa place. Sa destitution a causé une si vive indignation parmi tous les habitans de Saugerties que sont en grande majorité locofocos, qu'ils se sont empressés de le choisir pour collecteur.

Sir Charles Metcalfe, le nouveau gouverneur général des possessions anglaises de l'Amérique du Nord, est arrivé à Kingston le 29 du mois dernier. Son arrivée a été accueillie par les honneurs ordinaires. Il est entré en charge en fonction. Son prédécesseur lord Sydenham Bagot est toujours malade et plus déplorable était de santé, et l'on ne conserve plus pour lui la moindre espérance de salut.

PHILADELPHIE.—M. Duncile, Editeur du Spirit of the Times, avait publié le récit d'une bouffonnerie ou pour mieux dire d'un pouvoir d'avril dont un certain M. Cole avait été victime. Celui-ci se fâcha de la plaisanterie, et malgré les excuses de l'Editeur, résolut d'en tirer vengeance. Il voulut le trouver, lui fit un profond salut, que lui allongea sur la figure de coups de poing et bien appliqués que le malheureux éditeur tomba. Mais il se releva et adressa une vigoureuse riposte à son agresseur. On sépara les deux combattans et M. Cole satisfait, à ce qu'il paraît et de l'agression et de la réparation, se nouveau en se retirant un salut plein de courtoisie.

Population de New-York.—Un des journaux de New York prétend que la population de cette grande ville n'accroît tous les dix ans de 30 pour cent. Si cette progression continue, le nombre des habitans de la métropole du Nord qui était en 1810 de 313,710, sera en 1840 de 400,000 en 1850, de 520,479 en 1860, de 676,613 en 1870, de 893,130 en 1880, de 1,161,073 en 1890 et enfin de 1,509,402 dans la dernière année de ce siècle.

VARIETES.

Nous avons déjà donné, d'après le *Journal des Débats*, d'intéressans détails sur la situation des fous de la Salpetrière ; nous en trouvons dans le *Courrier Français* quelques autres qui ont aussi de l'importance. Ils prouvent tout ce qu'une direction intelligente peut faire de bien aux aliénés.

LES FOUS-TRAVAILLEURS DE BICETRE.

Depuis quelques années les aliénés sont l'objet d'une sollicitude de la part des administrateurs, des praticiens et des économistes. On les a appelés à un régime diététique et moral qui exerce la plus salutaire influence sur leur guérison. On les traite leur esprit par des exercices intellectuels, on leur assigne leur corps à des travaux réguliers, que les détournent de leur monomanie, et le résultat de cette triple direction est de rendre à la santé et à la raison un plus grand nombre de malades. Remercions, glorifions tous ceux qui prennent part à une si belle œuvre.

Nous avons déjà entretenu le public des bons effets que les exercices dramatiques et la musique du chant avaient produits sur les aliénés de Bicêtre ; nous allons aujourd'hui faire connaître celui que a été obtenu par le travail.

Dans les dernières années de la restauration, les fous rassemblés à Bicêtre y végétaient encore dans la plus honteuse oisiveté ; aucune occupation n'apportait un instant de distraction, de relâche au tourment de leur unique pensée. On en a vu alors de les distraire en les assujétissant au travail. On mit dans les mains des plus tranquilles, des pinceaux, des pelles, des brouettes ; des gardiens attentifs et doux les dirigèrent, et en peu de temps, avec ordre, avec docilité, ils achevèrent de nombreux travaux de terrassement et de jardinage. Une fois sur la voie, on suivit.

M. de Chabrol et le docteur Ferrus, secondés par le zèle de MM. Mallon et Benjamin Desportes, administrateurs des hospices, donnèrent à cet essai un plus grand développement. Quelques morceaux de terre furent mis en culture, à l'aide des mêmes moyens : l'existence des gauches travailleurs devint moins triste, leur accès moins fréquens, leurs nuits plus tranquilles.

Alors le cercle s'agrandit avec les espérances et le succès. Une ferme des hospices, dans la plaine de Montrouge, la ferme Sainte-Anne, vint à vaquer. Les fous la prirent à loyer, ou plutôt l'administration la confia exclusivement à leurs soins. Dès ce moment ce terrain sablonneux, ingrat, qui payait si mal les soins des premiers cultivateurs, prospéra, et chaque jour il rapporta davantage, à tel point que l'administration voudrait pouvoir agrandir encore cette ferme, afin d'y employer un plus grand nombre de fous-travailleurs.

Tous les matins ces nouveaux colons se rassemblent, et, partagés en escouades de quinze ou vingt, se rendent, de Bicêtre, soit à la Ferme, soit à la Salpétrière, pour en cultiver les jardins : aucun d'eux ne se fait attendre, aucun ne s'écarte sur la route, aucun ne manque à l'arrivée. Jamais de plaintes sur le lieu du travail, jamais de refus, de contestations, de violences, et pourtant tous sont armés, pour ainsi dire, de bêches, de fourches, de hoyaux, de faux, de serpes, il semble qu'ils soient fiers de la confiance qu'on leur montre et jaloux de la mériter. C'est déjà beaucoup ; mais quels avantages la science ne tirera-t-elle pas encore de ces travaux bienfaisans, pour la guérison des malades ! Du calme, de l'ordre dans la plupart des services, de l'appétit le jour, du repos de la nuit, presque plus de penchans au suicide, un traitement plus facile, des cures plus promptes, et, parmi les malades que l'on est forcé de croire incurables, une telle amélioration qu'on n'a plus encore aux moyens de force, et qu'ils vivent, qu'ils mangent en commun dans le plus parfait silence.

Déjà établissement sert de modèle ; on vient de différentes contrées le visiter pour l'imiter. Un rapport fait au conseil général du département de l'Eure, sur la ferme Sainte-Anne, renferme le passage suivant : "On a trouvé dans cette colonie de malades des maçons, des charpentiers, des couvreurs, des menuisiers, des serruriers, des peintres. Ces terres, cultivées à la bêche, ont rapporté d'abondantes récoltes ; un vaste enclos bornée de monticules a été nivelé et couvert en pelouses unies, sur lesquelles on étend des toiles, car bientôt le travail agricole n'a plus suffi à tous les bras convalescens ; il a fallu y joindre le blanchissage des toiles et l'appret des couvertures des hospices."

Les pauvres insensés, chargés de différens travaux, se consultent, s'entr'aident, se servent mutuellement de guides, de tuteurs. Aveugles sur leurs propres intérêts, ils s'éclairent de leurs lumières, dirigent pour ce qui touche aux travers de leur raison, dominent par ce qui touche aux travers de leur intelligence ; mais leur nombre n'est accru, et leur esprit a suivi la même progression. Ils prendront une part active à la grande lutte de 1844, et déjà ils s'y préparent activement. Une convention particulière est convoquée à Spartanburg pour le premier lundi du mois prochain, afin de s'entendre sur les représentans, que l'on devra envoyer à la grande convention de Baltimore.

Mr. Meyerbeer et Rubini.—On écrit de Berlin, le 14 février : "Avant-hier soir, S. A. R. le prince héritier présomptif du trône a donné dans ses appartemens un grand concert dirigé par M. Meyerbeer, et où se sont fait entendre M. Liszt, qui, sur l'invitation du prince, était revenu exprès de Breslau ; Mlle Tuczeck, première cantatrice du Théâtre-Royal ; Rubini et plusieurs autres artistes du Théâtre Italien, qui ont exécuté, en costume, plusieurs scènes d'opéra.

"Le lendemain, S. A. R. a envoyé à M. Meyerbeer l'ordre de directeur de musique en or massif, attendu qu'il travaille, à M. Lauzi, un grand vase en argent orné d'un médaillon en or à M. Rubini, une tabatière d'or garnie de diamans, et à Mme Tuczeck une cachet parure.

"Rubini a terminé son engagement dans notre ville. Néanmoins il paraîtra encore une fois sur la scène, demain, dans une représentation sur le théâtre du Grand-Opéra, au bénéfice des établissemens de charité, et où il remplira le rôle d'Edgard de Ravenswood de l'*Ecossais de Lammermoor* de Donizetti, rôle où ce célèbre artiste a fait ses débuts dernièrement à Berlin.

"Pour le bal que S. M. le roi donnera le 26 février, de nombreuses invitations ont été adressées aux notabilités du commerce et de l'industrie."

CONCERT MONSTRE.—On écrit de Gotha, le 12 février : "Dans le mois de juin prochain, il sera célébré en notre ville et aux environs une grande fête musicale qui durera six jours, et à laquelle assisteront par toutes les sociétés philharmoniques (*sangers verein*) de la Thuringe, qui comptent de cinq mille cinq cents à six mille membres actifs.

"Un comité composé de deux membres de chacune de ces sociétés va se réunir incessamment à Gotha, afin d'arrêter le programme du *festival* dont une partie, avec la permission de S. A. S. le duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, sera exécutée dans le vaste et magnifique jardin de sa résidence de Molsdorff."

Une Maîtresse femme.

Les époux Chéronnot viennent maritalement s'asseoir sur les bancs de la police correctionnelle, où les somme une prévention de voies de fait. La femme est une marchande de volailles, le mari est crieur public. Madame Chéronnot marche fièrement devant son mari, qu'elle dépasse de toute la tête. Quand ils sont placés près l'un de l'autre, M. Chéronnot a l'air du sceptique marmot de cette nouvelle mère Cigogne.

Le plaignant est M. Chesquard, petit bonhomme de soixante ans, qu'on pourrait prendre pour le frère jumeau de M. Chéronnot.

M. le président.—Quelle est votre profession?

Le plaignant.—Ami de Chéronnot, ci présent.

M. le président.—Ce n'est pas là ma vie.

Le plaignant.—Je suis écrivain public, comme mon ami.

M. le président.—Comment ! il est votre ami, et vous le traduisez devant le tribunal!

Le plaignant.—Il ne m'a rien fait, ce digne ami, mais on m'a dit que quand on assignait la femme, il fallait assigner le mari pardessus le marché.

M. le président : Ainsi vous ne l'aviez fait citer que comme civilement responsable.

Le plaignant.—Très civilement, comme on doit le faire avec un confrère et un ami.

M. le président.—Expliquez votre plainte.

M. Chouquet.—Le nous dernier, je ne me rappelle plus le jour, je passais rue Montorgueil ; je rencontre M. et Mme Chéronnot. Je dis bonjour à mon ami ; tout à coup madame son épouse m'interpelle et me dit : "Vieux mouchard, quand tu viendras déranger mon mari pour le mener boire, je te corrigerai." Moi je ne lui réponds pas . . . Comme femme je devais la respecter, et puis la commère n'est pas connue . . . Seulement je dis à mon ami : "Tu es bien fautif de laisser ainsi ton épouse t'insulter ton ami..." Alors Mme Chéronnot m'empogne, me soulève comme une plume, me jette sous la table, et, de sa main droite, m'inflige la correction la plus humiliante. . . . Je croyais que, je ne m'en vanterais pas, mais elle m'a déchiré une mes effets, et je demande 100 fr. de dommages-intérêts.

M. le président.—Femme Chéronnot, qu'avez-vous à répondre ?

La femme Chéronnot :—Vous allez le savoir ? J'aurais pu prendre un avocat . . . Dieu merci, on a de quoi payer les robes noires . . . (La prévenue fait sonner des pièces de 5 francs au poche). Mais Dieu m'a donné une langue pour m'en servir, je m'en sers.

Chéronnot, avec un gros soupir—Oh ! oui...

La femme Chéronnot, se tournant vers son mari—Tu ne vas pas te taire ! Voilà la vraie chose... Ce vieux mioche est un libertin qui dérange mon homme ; alors, c'est vrai que j'y ai reproché le jour en question. Alors il a dit que mon mari était un . . . Je ne pas dire le mot...Mais je suis une honnête femme, n'ai que vous le sachiez... Mon mari me dit alors : "Tu laisses insulter ton époux !" A cette parole de reproche, j'ai pris ce mari pour ma vie, j'ai perdu la tête, et l'ai corrigé, oui, je l'ai corrigé. Quand il a avoir déchiré ses habits, c'est fini en se débattant.

M. le président.—Les faits ne se sont pas passés comme cela. Le plaignant n'avait pas tenu la propos que vous lui reprochez.

Chéronnot—Bien sûr que non.

La femme Chéronnot.—Si tu dis un mot de plus ! Un homme comme ça, qui, au lieu de servir de défenseur à sa femme, est obligé de lui demander de le défendre... Si vous saviez, messieurs, tout ce que j'ai connu de lui...